

Ce qui préoccupe la Banque mondiale

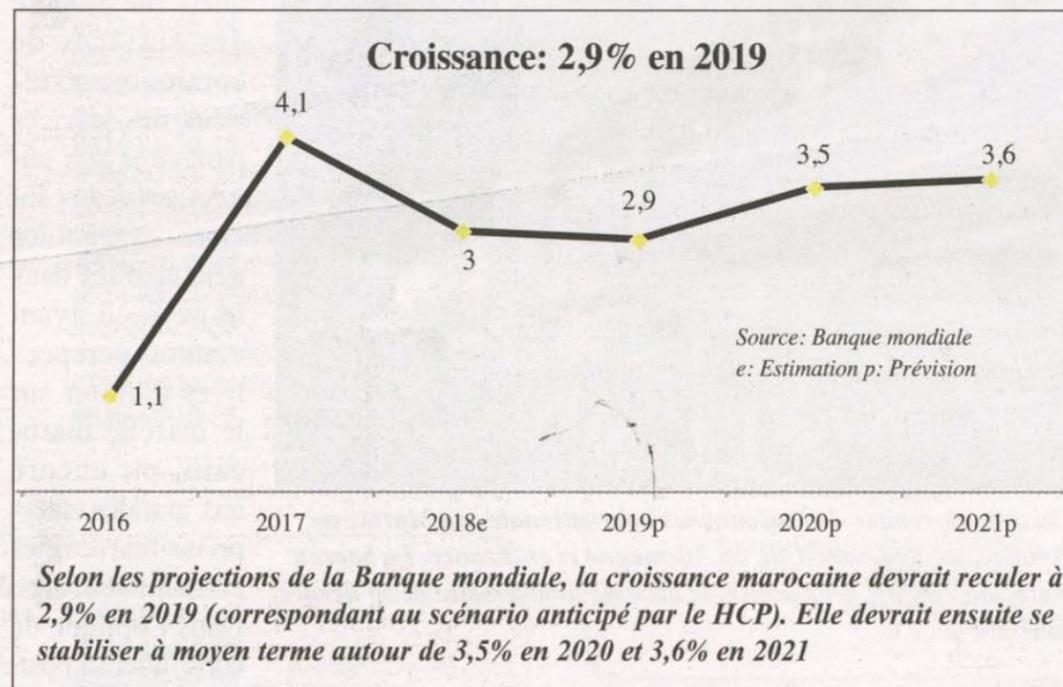
- Besoins de financement, dette extérieure, investissement...

- La privatisation atténuerait les effets de la chute des dons du CCG

A moyen terme, la performance économique du Maroc devrait s'améliorer mais à condition de mener de bonnes politiques budgétaire et monétaire, de stratégies sectorielles plus cohérentes et d'un meilleur climat de l'investissement... Ce sont là les recommandations de la Banque mondiale qui vient de publier son rapport de suivi de la situation économique sur le Royaume (avril 2019), quelques jours avant les réunions de printemps du FMI et de la BM prévues du 8 au 14 avril 2019 à Washington.

La croissance marocaine devrait reculer à 2,9% en 2019 (correspondant au scénario anticipé par le HCP). Et ce, en raison de la faible progression attendue du côté de la production agricole après deux années exceptionnelles, mais elle devrait ensuite se stabiliser à moyen terme autour de 3,5% en 2020 et 3,6% en 2021, selon les projections de la Banque mondiale. Le niveau de croissance prévu par le FMI à long terme est de 4,5% (cf. notre édition N°5488 du jeudi 4 avril 2019).

Ces résultats modestes seront principalement associés au surcroît de dynamisme des secteurs secondaire et tertiaire. Ces derniers seront favorisés par des investissements étrangers substantiels dans l'automobile et l'aéronautique ainsi que par l'expansion des services aux entreprises et aux ménages, indiquent les experts de la Banque mondiale. Les anticipations inflationnistes étant bien



ancrées, le taux d'inflation devrait rester inférieur à 2%.

Le déficit budgétaire global devrait tendre vers 3% du PIB d'ici 2021, en conséquence de la trajectoire baissière du ratio de la dette publique. Et ce, à condition que les pouvoirs publics poursuivent leurs efforts actuels de rééquilibrage budgétaire et améliorent le rendement des investissements publics. Le ratio de la dette publique a atteint 64,9% du PIB en 2018 et évoluera autour de 65,3% en 2019. Ce

taux devrait atteindre 64,5% en 2020 et 63,3% en 2021.

Les besoins de financement extérieur sont modérément préoccupants, compte tenu du niveau relativement faible de la dette extérieure et du classement du Maroc au rang d'investissement sur les marchés internationaux. Les autorités ont dressé une liste d'entreprises publiques à céder au secteur privé à partir de 2019. Une cession qui contribuera à atténuer les effets de la réduction probable des

dons du Conseil de coopération du Golfe (CCG) dans les années qui viennent. S'agissant des déséquilibres extérieurs, le déficit courant devrait rester inférieur à 4% du PIB, tandis que l'accroissement des exportations, des recettes touristiques et des envois de fonds compensera le coût des importations d'énergie.

Les risques, qui restent orientés à la baisse, sont atténués par un cadre macroéconomique solide et un accord de précaution avec le FMI. Du côté extérieur, les principaux risques sont liés au niveau plus faible que prévu de la croissance dans la zone euro. Lequel pourrait avoir des répercussions négatives sur la croissance économique et, par voie de conséquence, sur le solde budgétaire et le solde extérieur. Les incertitudes concernant le commerce mondial et les politiques relatives aux flux de capitaux pourraient aussi accroître la volatilité des marchés financiers et saper la confiance des investisseurs.

Les besoins de financement pourraient augmenter si l'accord de soutien conclu avec les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) n'est pas reconduit, note la Banque mondiale. Sur le plan intérieur, les risques sont liés au retournement des précédentes réformes budgétaires, notamment en raison des grands espoirs soulevés par la perspective d'une réponse budgétaire aux besoins sociaux. Les subventions à l'énergie risquent de réduire la marge de manœuvre budgétaire si les prix pétroliers continuent d'augmenter. De plus, tout retard accusé dans la mise en œuvre des importantes réformes structurelles et financières aurait un effet négatif sur le potentiel de croissance, ce qui pourrait exacerber les tensions sociales. □

Le seuil de pauvreté

LE pourcentage de la population «vulnérable» à la pauvreté dépend du seuil retenu pour les dépenses des ménages. Si l'on utilise un seuil de dépenses de 5,5 dollars PPA (parité de pouvoir d'achat), le nombre de pauvres et de personnes qui, sans l'être, sont exposées à le devenir est élevé: plus de 25% de la population sont concernés. Ce qui signifie que près de 10 millions de Marocains sont pauvres ou menacés de le devenir. En 2019, l'extrême pauvreté mesurée en fonction du seuil de pauvreté international de 1,9 dollar PPA se situera légèrement en deçà de 1%, tandis que la pauvreté mesurée en fonction du seuil de 3,2 dollars PPA s'établira juste au-dessus de 6% (une amélioration bien modeste par rapport aux 6,36% prévus en 2018). □